

COMMUNE D'ONANS

2 Rue Antoine Zerr

25 250 ONANS

RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE et AMÉNAGEMENT DE LA SALLE DE CONVIVIALITÉ

Rue du Chalet

25 250 ONANS

Marché de
Travaux

C. C. A. P.
CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Article premier : Objet du marché – Dispositions générales

1.1 - Objet du marché - Emplacements

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent :

**RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE et
AMÉNAGEMENT DE LA SALLE DE CONVIVIALITÉ
Rue du Chalet
25 250 ONANS**

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et le détail estimatif.

1.2 - Décomposition en tranches et lots

Les travaux sont répartis en 15 lots séparés :

Lot	Désignation
01 Réalisé	Démolition Bâtiment annexe
02	Terrassements – Voiries - Réseaux
03	Démolitions – Gros-Oeuvre
04	Charpente Bois - Couverture
05	Ravalement des façades
06	Serrurerie
07	Menuiseries Extérieures Bois / Aluminium
08	Menuiseries Intérieures Bois
09	Plâtrerie – Isolation - Peinture
10	Carrelage Faïence
11	Faux-plafonds
12	Equipements cuisine
13	Chauffage Ventilation Plomberie Sanitaire
14	Sondes Géothermiques
15	Electricité

Pour chaque marché de travaux, le lot correspondant est défini au préambule de l'acte d'engagement.

1.3 – Organisation de la Maîtrise d'œuvre

La mission confiée à l'équipe de maîtrise d'œuvre est une mission de base

La maîtrise d'œuvre est assurée par le Groupement suivant :

Stéphanie DUFFING – Architecte DPLG
21 avenue Gaston Renaud
Bâtiment « Le Box »
25 340 PAYS de CLERVAL
Tél : 03 81 96 45 97
Mail : steduffing@architectes.org

1.4 - Contrôle technique

Le bureau de contrôle sera :

SOCOTEC – M Kamel GHEMARI
30D Avenue du Général Leclerc
90000 BELFORT
Tél : 06 18 38 36 46
Mail : kamel.ghemari@socotec.com

Les entrepreneurs devront fournir au Contrôleur Technique les documents et schémas de détails des ouvrages à réaliser, en veillant à laisser au Contrôleur Technique un délai de deux semaines pour formuler ses observations.

1.5 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

Le coordonnateur SPS sera :

SOCOTEC – M Florian COLAS
30D Avenue du Général Leclerc
90000 BELFORT
Tél : 06 40 87 72 78
Mail : florian.colas@socotec.com

1.6 - Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire. Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la personne publique par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, la personne publique adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article 141 de la loi du 25 janvier 1985, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article 37.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

Dans cette hypothèse, la personne publique pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

Article 2 : Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

A) Pièces particulières :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) assorti des documents ci-après :
- La Décomposition du Prix Global Forfaitaire (DPGF)
- Plans de situation et plans d'architecte
- Etude de sol

B) Pièces générales :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux
- Les normes et DTU référencés dans le CCTP
- Les avis techniques du CSTB.
- En cas de contradiction entre deux pièces constitutives du marché, il est précisé que les pièces particulières prévalent sur les pièces générales et que les pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci avant, sauf pour ce qui concerne les contradictions entre les plans (architectes et techniques) et Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).
- Pour les contradictions entre les plans (architectes et techniques) et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) spécifiques à chaque lot, l'élément en contradiction sera soumis au maître d'ouvrage qui choisira l'interprétation qui lui semble présenter la meilleure qualité pour le projet.

Article 3 : Prix du marché

3.1. - Caractéristique des prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement. en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

- En tenant compte des dépenses communes de chantier mentionnées au présent CCAP
- Des exigences du Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé
- Des sujétions normalement prévisibles telles qu'intempéries, phénomènes naturels liés à la région d'exécution des travaux
- Des adaptations et sujétions nécessaires à la réalisation des réservations dans les ouvrages de gros œuvre et de second œuvre.

3.2 - Modalités de variation des prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.2.1 - Type de variation des prix

Les prix sont fermes et définitifs.

3.2.2 - Mois d'établissement des prix du marché

Sans objet

3.2.3 - Choix des index de référence

Sans objet

3.2.4 - Modalités des variations des prix

Sans objet

3.3 - Répartition des dépenses communes

Pour l'application de l'article 10.1 du CCAG, les dispositions suivantes seront retenues :

3.3.1 - Dépenses d'investissement

Les dépenses dont la nature est indiquée dans la première colonne du tableau suivant sont réputées rémunérées par les prix du marché conclu par le titulaire du lot indiqué dans la seconde colonne :

Chaque titulaire supporte les frais de l'exécution des trous, scellements, bouchages et raccords qui sont nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du lot dont il est titulaire.

Nature des dépenses :

- Etablissement du panneau d'affichage du permis de construire suivant les dispositions de l'article A 421-7 du Code de l'Urbanisme
- Branchements provisoires d'égout
- Exécution des voies d'accès provisoires et des branchements provisoires d'eau et d'électricité
- Etablissement des clôtures et panneaux de chantier établis en conformité avec l'article R 8221-1 du Code du travail
- Installation d'éclairage et de signalisation
- Installations communes de sécurité et d'hygiène
- Installations de gardiennage
- Installation du téléphone et des ascenseurs de chantier
- Réseau provisoire intérieur d'eau, y compris son raccordement
- Evacuation provisoire des eaux pluviales reçues par les bâtiments
- Réseau provisoire intérieur d'électricité, y compris son raccordement

3.3.2 - Dépenses d'entretien

Les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-dessous sont réputées rémunérées par les prix du lot correspondant, étant précisé qu'incombe à chaque lot :

- Les charges temporaires de voirie et de police
- Les frais de gardiennage et de fermeture provisoire des ouvrages ou des bâtiments.
- Pour le nettoyage du chantier :
- Chaque titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé
- Chaque titulaire a la charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de stockage fixé par le maître d'oeuvre
- Chaque titulaire a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées
- Le titulaire du lot gros oeuvre a la charge de l'enlèvement des déblais stockés et de leur transport jusqu'aux installations d'élimination ou de tri sélectif des déchets, selon la réglementation en vigueur.
- En cas de non-respect de ces exigences, le maître d'oeuvre se réserve la possibilité, après simple demande en rendez-vous de chantier non suivie d'effet dans la semaine suivante, de faire intervenir, aux frais des entreprises défaillantes, une entreprise de nettoyage extérieure.

3.3.3 - Dépenses diverses sur compte-prorata

Les dépenses indiquées ci-après font l'objet d'une répartition forfaitaire, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'un titulaire ou d'un groupe de titulaires déterminé :

- Nettoyage du bureau de chantier et des installations communes d'hygiène
- Consommation d'eau, d'électricité et de téléphone
- Frais d'exploitation des ascenseurs de chantier si nécessaire
- Chauffage du chantier
- Frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés ou détournés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable
- Frais de nettoyage, de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés, dans les cas suivants :
 - L'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert
 - Les dégradations et les détournements ne peuvent être imputés au titulaire d'un lot déterminé
- La responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.

Le titulaire désigné pour la gestion du compte prorata (soit le titulaire du lot n° 02) procède au règlement des dépenses correspondantes, mais il peut demander des avances aux autres titulaires. En fin de chantier, il effectuera la répartition des dites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque entreprise.

Dans cette répartition, l'action du maître d'oeuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les titulaires lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

Il est bien précisé que les installations de chantier mentionnées ci-dessus devront rester en place pendant toute la durée des travaux, même si les délais contractuels sont dépassés. Dans ce cas, le surplus éventuel des dépenses occasionné par cette prolongation de délais sera imputé sur le compte prorata, sauf retard spécifique imputé à une entreprise.

Article 4 : Clauses de financement et de sûreté

4.1- Garantie financière

Une retenue de garantie de **5,00 %** du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché. Il ne sera par contre pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

La retenue de garantie sera remboursée ou la garantie à première demande sera libérée au plus tard un mois après l'expiration du délai de garantie.

En cas de réserves notifiées à l'entrepreneur et non levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie sera remboursée ou la garantie à première demande sera libérée au plus tard un mois après la date de la levée de ces réserves.

En cas d'avenant en cours de travaux, si l'entreprise a fait valoir une garantie à première demande pour l'ensemble de son marché, il lui sera demandé une nouvelle garantie à première demande pour chaque avenant faute de quoi il lui sera appliqué la retenue de garantie. (5 %)

4.2- Avance

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, Toutes Taxes Comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

4.3. Approvisionnement

Par dérogation à l'article 11.3. du CCAG, les approvisionnements en atelier et/ou sur le chantier ne pourront pas être pris en compte lors de l'établissement des situations de travaux.

Article 5 : Modalités de règlement des comptes

5.1 - Modalités de règlement des comptes et présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement doivent être transmises en 3 exemplaires à la Maîtrise d'œuvre .

Les délais de paiement des acomptes et du solde sont fixés à 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par le Maître d'œuvre.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et de ses sous traitants payés directement. Le taux applicable est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récemment effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

Décompte final :

A l'achèvement des travaux le titulaire présente un décompte final indiquant les quantités totales de prestations réellement exécutées et donc le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre.

Ce décompte, est établi dans les mêmes conditions que les décomptes mensuels, sauf qu'il n'y figure pas de quantités estimées, d'approvisionnements, d'avances, ni de valeurs provisoires.

Ce décompte est ensuite envoyé au représentant de la maîtrise d'oeuvre qui, après l'avoir accepté ou rectifié, le transmet pour traitement au maître d'ouvrage.

Ce dernier édite alors le décompte général tel que défini à l'article 13.41 du CCAG.

Les travaux, objet du présent marché, seront rémunérés dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s), seront mandatées dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception du décompte.

Le taux des intérêts moratoires sera celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires auront commencé à courir, augmenté de deux points.

5.2. - Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées aux titulaires sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

5.3. - Tranches conditionnelles

Sans objet.

5.4 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants

5.4.1 - Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 2.41 du CCAG - Travaux.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- Les renseignements mentionnés à l'article 2.43 du CCAG – Travaux
- La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 108 du Code des marchés publics
- Le comptable assignataire des paiements
- Le compte à créditer.

En complément à l'article 3.6 du Cahier des Clauses Administratives Générales, la demande d'agrément d'un sous-traitant devra parvenir au Maître d'Ouvrage ou son représentant, au plus tard vingt et un jours avant la date de début de l'intervention du sous-traitant.

5.4.2 - Modalités de paiement direct

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaires), acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à ce cotraitant.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Pour les sous-traitants d'un co-traitant : l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par l'entrepreneur groupé qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Article 6 : Délai d'exécution – Pénalités et primes

6.1- Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux est stipulé à l'Acte d'Engagement.

Le délai d'exécution de chaque lot s'insère dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier détaillé d'exécution qui sera établi.

L'ordre de service adressé au titulaire du lot commençant le premier l'exécution des travaux est porté à la connaissance des entreprises chargées des autres lots.

6.2 - Prolongation du délai d'exécution

Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, au sens de l'article 18.2.3 du CCAG, est égale au nombre de journées réellement constaté

En vue de l'application éventuelle de l'article 18 du CCAG, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite plus longtemps que la durée indiquée :

Nature du phénomène	Intensité limite et Durée
pluie	15 mm par jour
neige	supérieur ou égal à 2 cm
gel	- 5° C à 8 h le matin
vent	supérieur ou égal à 60 km/h

D'autres circonstances météorologiques pourront donner lieu à prolongation du délai d'exécution sous réserve qu'elles aient réellement perturbé l'avancement des travaux. Une attestation établie par le Maître d'Oeuvre ou par le Coordonnateur SPS devra être produite par l'entrepreneur.

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de : BESANCON.

6.3 - Pénalités pour retard - Primes d'avance

Par dérogation à l'article 19.4 du CCAG – Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités journalières de retard.

Le titulaire subira en cas de non-respect de la date limite d'achèvement ou du délai d'exécution des travaux contractuels, une pénalité forfaitaire de **200,00 € HT** par jour calendaire de retard, sans mise en demeure préalable.

Du simple fait de la constatation par le Maître d'Oeuvre d'un retard dans le démarrage des travaux d'un lot, il pourra être appliqué de manière provisoire la retenue journalière indiquée ci-dessus.

Cette retenue peut être transformée en pénalité définitive si l'une des deux conditions suivantes est remplie:

- L'entrepreneur n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution propre à son lot
- L'entrepreneur (bien qu'ayant terminé ses travaux dans ce délai) a perturbé la marche du chantier ou provoqué des retards dans le déroulement des marchés relatifs aux autres lots.

Il est également précisé qu'il appartient à l'entrepreneur de signaler, le cas échéant, par écrit, dès que possible et au plus tard 2 jours ouvrables avant la date prévue pour son intervention, au Maître d'œuvre et au Maître d'Ouvrage ou à son représentant, tout problème propre au chantier qui l'empêcherait de démarrer ses travaux à la date prévue. Dans le cas contraire, il sera considéré que l'entreprise pouvait démarrer ses travaux à la date prévue et que la responsabilité de tout retard lui incombe.

6.4. - Absences ou retards au rendez-vous de chantier

Le présent paragraphe déroge à l'article 19 du CCAG - Travaux.

La présence aux réunions de chantier de chaque entrepreneur dûment convoqué par lettre ou au moyen du compte-rendu de réunion de chantier sera obligatoire. Une pénalité de **75,00 € HT** sera exigée pour chaque absence constatée une demi-heure après le démarrage de la réunion.

Il est bien précisé que la mention sur le compte-rendu de la réunion de chantier précédente de la convocation ou de l'invitation pour un entrepreneur à assister à une réunion de chantier constitue une convocation suffisante pour permettre, en cas d'absence ou de retard, l'application des pénalités.

6.5 - Retard dans le nettoyage et la remise en état du chantier en fin de travaux

Par dérogation à l'article 37 du CCAG - Travaux.

En cas de retard, il sera appliqué, à partir du terme fixé, une pénalité forfaitaire de **100,00 € HT** par jour calendaire de retard.

Cette pénalité pourra s'appliquer en cours de chantier après mise en demeure du Maître d'Oeuvre restée infructueuse.

6.6 - Pénalités pour non production des plans d'exécution des travaux

En cas de retard de la remise des plans et autres documents à fournir dans le délai de 30 jours (correspondant à la période de préparation du chantier) à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux, une retenue égale à **50,00 € HT** par jour calendaire sera opérée sur les sommes dues à l'entrepreneur. Cette pénalité sera encourue du simple fait de la constatation de ces entorses par le maître d'œuvre.

Les documents indiqués par les CCTP à fournir avant exécution, devront être remis au Maître d'oeuvre en 3 exemplaires papier et 1 exemplaire sous la forme numérique.

6.7 - Délai et retenues pour remise des documents fournis après exécution

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le ou les titulaires conformément à l'article 40 du CCAG, une retenue égale à **75,00 € HT** par jour calendaire sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 20.6 du CCAG, sur les sommes dues au(x) titulaire(s).

Les documents indiqués par les CCTP à fournir après exécution, devront être remis au Maître d'oeuvre en 3 exemplaires papier + 1 dossier sur support informatique (PDF) au plus tard le jour des opérations préalables à la réception. A défaut, la réception ne pourra être prononcée.

6.8 - Autres pénalités et retenues

6.8.1. Retard dans la procédure d'agrément des sous-traitants

Les sous-traitants doivent être désignés 15 jours avant leur intervention, sinon l'entrepreneur se verra appliquer une pénalité forfaitaire de **50,00 € HT** par jour calendaire de retard.

6.8.2. Sécurité et protection de la santé

En cas de non respect des délais fixés aux articles 8.1 et 8.4.5 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à **75,00 € HT**, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 49.1 du CCAG.

6.8.3. Application des "autres pénalités"

Les pénalités prévues aux articles 6.6.1., 6.6.2., 6.6.3., et 6.6.4. ci-dessus seront applicables de plein droit sur simple constatation du retard ou du fait générateur de la pénalité, et sans mise en demeure préalable, l'entrepreneur étant réputé en demeure par la seule échéance du terme ou au seul constat du fait générateur de la pénalité.

Article 7 : Caractéristiques des matériaux et produits

7.1 - Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

Le cahier des charges désigne les matériaux, produits et composants de construction qui seront fournis par le maître de l'ouvrage et précise les lieux et cadences de leur prise en charge ainsi que les modalités de leur manutention et leur conservation à assurer par le titulaire.

7.1.1 – Choix des matériaux et produits

L'entreprise est tenue d'employer les espèces et qualités de matériaux indiquées dans le CCTP. Il est précisé que les marques des matériels et matériaux cités dans les descriptifs sont données à titre indicatif. L'entrepreneur peut proposer un produit techniquement équivalent. Cependant, en cas de désaccord entre la maîtrise d'oeuvre et l'entrepreneur sur le choix de produits, il est précisé que le maître d'ouvrage pourra exiger la fourniture et la pose des produits dont les marques sont décrites aux CCTP.

En cas de non-conformité constatée des matériaux, le Maître d'Ouvrage ou son représentant pourra exiger la dépose de tout ou partie de l'ouvrage dans lequel ces matériaux auraient été employés et ce, aux frais de l'entreprise.

L'emploi de fabrication ou de procédés non traditionnels n'ayant pas reçu l'avis technique du CSTB (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment) est interdit sans accord formel du Maître d'Ouvre.

7.2. - Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits sur le chantier

Le CCAP définit les éventuels compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG - Travaux et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'oeuvre et le titulaire sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par : le représentant du pouvoir adjudicateur.

Article 8 : Préparation, coordination et exécution des travaux

8.1 - Période de préparation - programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation comprise dans le délai d'exécution des travaux.

Sa durée est de 30 jours à compter de l'ordre de service de préparation de chantier.

Le délai d'exécution des travaux est de 6 mois.

Le maître d'œuvre a la charge d'élaborer, après consultation des entreprises, le calendrier détaillé d'exécution énoncé à l'article 6.1 du présent document.

Un programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations du chantier et des ouvrages provisoires prévues à l'article 28.2 du CCAG -Travaux est établi et présenté au visa du maître d'œuvre, par les soins du titulaire.

Sous peine d'application des pénalités mentionnées à l'article 6.3. du présent CCAP, il est procédé au cours de cette période, conformément aux articles 28.2 et 28.3 du CCAG, aux opérations énoncées ci-après :

- Elaboration par le Maître d'Oeuvre, après consultation des entrepreneurs et du Coordonnateur SPS, du calendrier détaillé d'exécution visé au 4.1.2.1. ci-dessus
- Etablissement par les entrepreneurs des notes de calcul et plans d'atelier et de chantier des ouvrages à réaliser dans les deux premiers mois et présentation au Maître d'œuvre et au Contrôleur Technique pour vérification
- Etablissement par les entrepreneurs sous la coordination du Maître d'œuvre et du Coordonnateur SPS, et présentation au visa de ceux-ci, du programme d'exécution des travaux, auquel est annexé le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires
- Réalisation des prestations mentionnées au P.G.C.

Le titulaire devra transmettre les études d'exécutions ainsi que les modes opérationnels durant cette période.

Plans d'exécution

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'entreprise, sur la base du DCE.

Plans d'atelier et de chantier (P.A.C.), plans de détails, notices, échantillons et autres documents à fournir par les entreprises

Les plans d'atelier et de chantier, les plans de détails, les notices techniques et les autres documents devront être diffusés au Maître d'œuvre, au Contrôleur Technique et le cas échéant au Coordonnateur SPS au plus tard deux semaines avant le début de la réalisation de l'ouvrage ou la mise en fabrication de l'ouvrage ou la commande des fournitures. Dans le cas contraire, les pénalités mentionnées à l'article 6.6.1. du présent CCAP sont applicables.

Modification des ouvrages ou des travaux

Le titulaire du marché ne peut, de lui-même, apporter aucun changement aux dispositions prévues par le marché.

Toute demande de proposition de modification des ouvrages ou travaux ne peut émaner que du maître d'ouvrage ou du maître d'oeuvre.

Le titulaire avisé d'une telle demande l'instruira dans un délai maximum de dix jours calendaires au terme duquel il transmettra au maître d'oeuvre un devis détaillé faisant apparaître :

- La durée des études de conception et/ou d'exécution
- Le coût toutes incidences confondues détaillé conformément aux art 3.2-3.3 du présent document
- Le délai d'option, celui-ci étant apprécié en fonction du planning et des incidences de la modification envisagée.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si ses études et devis n'ont pas de suite.

8.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

A) Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur SPS ».

B) Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

Article 9 : Etudes d'exécution – Notes de calcul – Etudes de détail

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'entreprise, sur la base du DCE.

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées nécessaires pour le début des travaux, sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre et du contrôleur technique avant tout début d'exécution.

Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

La fourniture des études de détail par le titulaire est effectuée dans les conditions de l'article 29.14 du CCAG - Travaux.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent être visés par le Maître d'oeuvre.

Article 10 : Installation et organisation du chantier

10.1 - Installations de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG - Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

10.2 - Emplacements mis à disposition pour déblais

Se référer aux prescriptions des cahiers des clauses techniques particulières propres à chaque lot.

Article 11 : Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

11.1 - Gestion des déchets de chantier

Conformément à l'article 36 du CCAG - Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en oeuvre et les chutes résultant de ces interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité. Se référer également aux prescriptions du cahier des clauses techniques particulières.

11.2 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou par le CCTP.

Ces essais et contrôles seront exécutés sur le chantier par le représentant du pouvoir adjudicateur en ce qui concerne sur l'ensemble des travaux à réaliser.

Les dispositions de l'article 24.3 du CCAG - Travaux relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en oeuvre sont applicables à ces essais.

Le maître d'oeuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché

- S'ils sont effectués par le titulaire, ils sont rémunérés soit par application de la décomposition du prix forfaitaire, soit par application d'un prix de bordereau ;
- S'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le maître de l'ouvrage.

11.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire devra remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG.

Les plans et autres documents à remettre par le ou les titulaires du maître d'œuvre comme suit :

L'entreprise aura à sa charge la rédaction et la diffusion du DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés). Elle devra remettre **DEUX exemplaires papier et UN sous la forme numérique au Maître d'œuvre.**

L'entreprise aura également à sa charge la constitution du DIUO (Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages). Un exemplaire du DOS sera remis au coordinateur SPS pour assurer la cohérence avec le DIUO.

En cas de retard dans la remise desdits documents, les pénalités sont celles prévues à l'article 6.6. ci-dessus.

11.4 - Travaux non prévus

Le règlement du prix des ouvrages ou travaux non prévus se fera conformément aux dispositions de l'article 14 du CCAG. Toutefois, il est bien précisé que tous les travaux non prévus devront être soumis avant exécution à l'approbation écrite du Maître d'Ouvrage ou de son représentant.

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur. Faute de quoi, il sera considéré que les travaux mêmes non prévus au marché, sont réalisés par l'entreprise dans le cadre de son marché et aucune réclamation ne pourra être formulée par l'entreprise à posteriori. L'entrepreneur est informé que le Maître d'œuvre n'a pas le pouvoir de modifier les dispositions contractuelles des marchés de travaux ni d'ordonner la réalisation de travaux modificatifs non approuvés par le Maître d'Ouvrage ou son représentant. Il appartient à l'entrepreneur de s'assurer, avant tout début d'exécution de prestations non prévues, que le Maître d'Ouvrage ou son représentant a formulé un accord écrit sur la réalisation de ces prestations.

Article 12 : Réception des travaux

12.1 - Dispositions applicables à la réception

Il est tout d'abord rappelé que les entrepreneurs demeurent responsables de leurs ouvrages jusqu'à la réception des travaux par le Maître d'Ouvrage ou son représentant. Le maître d'ouvrage pourra prendre possession de certains locaux avant l'achèvement de l'ensemble des travaux. Ces réceptions partielles seront réalisées en fonction du phasage de l'opération, conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG.

Par dérogation aux articles 41.1 à 41.3 du CCAG :

- La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux tous corps d'état relatifs à chaque phase
- L'entrepreneur chargé d'aviser par écrit le Maître d'Ouvrage ou son représentant ainsi que le Maître d'Ouvre de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés comme achevés est l'entrepreneur gestionnaire du compte prorata.

Postérieurement à cet avis, la procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots considérés, comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG.

Toutefois, une fois que le délai contractuel d'exécution des travaux est passé, le Maître d'œuvre peut, même sans demande de l'entreprise, procéder aux opérations préalables à la réception des travaux dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG. L'entrepreneur sera notamment dûment convoqué par le Maître d'œuvre.

12.2. Délai accordé pour la levée des réserves

Par application de l'article 41.6 du CCAG, l'entrepreneur doit remédier aux imperfections et malfaçons (réserves) dans un délai de deux semaines à compter de la réception par l'entrepreneur de la décision du pouvoir adjudicateur quant à la réception des travaux.

12.3 - Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Ou Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

Article 13 : Garanties et assurances

13.1 - Délais de garantie

Le délai de garantie de parfait achèvement est d'un an pour l'ensemble des ouvrages. En complément à l'article 44 du CCAG, il est précisé que dans le cadre des garanties contractuelles dues par l'entreprise, cette dernière devra procéder aux travaux modificatifs nécessaires au parfait fonctionnement de ses ouvrages lorsqu'un mauvais fonctionnement lui est signalé par simple courrier du Maître d'ouvrage ou de son représentant.

Par ailleurs, le délai laissé à l'entrepreneur pour régler les problèmes susmentionnés ainsi que ceux indiqués aux b) et c) de l'article 44 du CCAG est d'un mois à compter de la réception par

L'entreprise du courrier signalant les problèmes. Passé ce délai, le Maître d'ouvrage ou son représentant sera en droit de faire intervenir une autre entreprise de son choix aux frais et risques du titulaire du marché.

13.2 - Garanties particulières (si concerné)

Le titulaire garantit le maître de l'ouvrage contre tout défaut d'étanchéité des parties suivantes : lot étanchéité pendant un délai de 10 ans à compter de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer à ses frais, sur simple demande du maître de l'ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis par le cahier des charges.

13.3 – Assurances et responsabilité

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les co-traitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux. Par dérogation à l'article 4.3 du CCAG - Travaux, le titulaire doit justifier de l'étendue des garanties souscrites et de la mise à jour de ses cotisations et ce, au moyen d'attestations précises.

une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 2270 du Code civil, selon les dispositions conformes à la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 et au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

13.3.1. Responsabilité

D'une façon générale, les entrepreneurs assument les risques et les responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

L'entrepreneur doit être couvert en matière de dommages pouvant être causés aux tiers et au maître d'ouvrage par une assurance de responsabilité aussi bien pendant les travaux qu'après la réception des ouvrages et/ou équipements.

Dans l'hypothèse d'une dévolution des travaux à un ou plusieurs groupements, chaque mandataire de groupement devra justifier d'une couverture supplémentaire quant à sa qualité de mandataire commun.

Tous les intervenants, y compris les sous-traitants, devront produire sur simple demande du maître d'ouvrage, à tout moment, ainsi qu'une fois par an -en début d'année civile- pendant la durée du chantier, et en tout état de cause un mois avant tout commencement d'exécution des prestations du marché, une attestation d'assurance correspondant aux critères définis ci-dessus, comportant les informations précises suivantes :

- Identité de la compagnie d'assurance
- Numéros de police et date d'effet, période de validité
- Montants des garanties accordées par nature à hauteur respective des capitaux minima fixés ci-après

- Activités assurées en référence aux prestations relevant du marché dont il est titulaire avec extension le cas échéant, à la qualité de mandataire commun.

13.3.2. Responsabilité civile générale

Chaque intervenant à l'opération est tenu de souscrire auprès d'une compagnie d'assurances notoirement solvable, une police d'assurance de responsabilité civile générale et professionnelle couvrant toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il est susceptible d'encourir vis à vis des tiers et du Maître d'Ouvrage, à propos de tous dommages corporels, matériels et immatériels pouvant survenir tant pendant la période de construction qu'après l'achèvement des travaux.

Tous les intervenants devront produire sur simple demande du maître d'ouvrage, une attestation d'assurance correspondant aux critères définis ci-dessus, mentionnant les indications définies à l'article 14.3.1.

Les garanties devront être étendues aux risques de toute atteinte à l'environnement.

14.3.3. Responsabilité civile décennale

Tous les intervenants devront produire, au titre de la responsabilité civile décennale, sur simple demande du maître d'ouvrage une attestation d'assurance, mentionnant les indications définies à l'article 7.7.1.

Article 14 : Résiliation du marché

Seules les stipulations du CCAG - Travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

Article 15 : Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants :

Dérogations au CCAG - Travaux :

L'article 6.3 déroge à l'article 20 du CCAG - Travaux

L'article 6.4 déroge à l'article 20 et 37 du CCAG - Travaux

L'article 6.6 déroge à l'article 49.1 du CCAG - Travaux

L'article 13.1 déroge à l'article 41.1 à 41.3 du CCAG – Travaux

Fait à Le

Cachet et signature avec Mention manuscrite 'Lu et approuvé'